



**HAUT-COMMISSARIAT
À LA STRATÉGIE
ET AU PLAN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Point de vue

Entre influences étrangères et percée eurosceptique. *Les think tanks* à Bruxelles, nouveau champ de bataille des idées en Europe

par Julian Blum,
conseiller influence européenne

17 avril 2026

Cette étude du Haut-commissariat à la Stratégie et au Plan (HCSP) propose une cartographie actualisée de l'écosystème des *think tanks* basés à Bruxelles, traitant de politiques publiques européennes. À la fois ressources importantes pour le décideur et vecteurs d'influence, ces structures jouent un rôle clé dans la circulation des idées au niveau de l'UE et leur mise à l'agenda. Sur la base d'un échantillon non exhaustif, ce travail identifie les principaux acteurs de ce paysage, proposant un aperçu des instituts les plus influents ainsi que leurs activités et leurs sources de financements.

Ces dernières permettent de rendre visibles certains des acteurs souhaitant peser sur l'agenda européen (États membres, pays tiers, fondations philanthropiques, entreprises privées, partis politiques). De cette analyse ressortent notamment une domination nette des acteurs américains, en particulier des entreprises de la tech, la consolidation d'un écosystème eurosceptique, la présence insuffisante d'acteurs français et l'émergence de financements chinois.

Dans un contexte de fragilisation de cet écosystème, accentué par le retrait récent de financements de la Commission européenne et les tentatives d'ingérence, ce rapport porte des recommandations afin de renforcer la résilience de la recherche.

Introduction

Les *think tanks* sont des acteurs plutôt méconnus dans le débat public, mais leur influence auprès des institutions européennes n'en est pas moins importante. Ces boîtes à idées, à la frontière entre monde universitaire, entreprises et administrations publiques, ont vu leur rôle croître considérablement depuis les années 1980 et la consolidation du projet communautaire. Elles sont en effet **particulièrement compatibles avec le fonctionnement du processus législatif européen**. Du fait de la grande variété des sujets traités par les institutions européennes et de leur complexité, **la production d'idées, d'études, d'avis et de prospective a été en partie déléguée par les institutions européennes à des acteurs tiers**, ce qui rapproche le fonctionnement bruxellois des modèles anglo-saxon, nordique et allemand, caractérisés par une plus forte porosité avec la société civile que le modèle français¹.

Comme le soulignent les diverses études consacrées à ces institutions, les *think tanks* sont des **structures fondamentalement ambivalentes, situées à mi-chemin entre la recherche et le plaidoyer politique**. Né dans le monde anglo-saxon au début du XX^e siècle avec l'objectif de mobiliser la philanthropie pour l'amélioration des politiques publiques, le modèle du centre de réflexion privé s'est répandu, devenant un acteur central du débat politique dans de nombreux systèmes². « Objets politiques non identifiés », comme les qualifie le sociologue Marc Patard, les *think tanks* doivent donc **être appréhendés à la fois comme une ressource précieuse pour le décideur et des vecteurs d'influence, porteurs d'un agenda**³.

Sur la base de données quantitatives et d'entretiens avec les acteurs, ce travail propose **un recensement actualisé de ce paysage**, relativement méconnu en dehors de la sphère bruxelloise. Si le registre de la transparence de l'UE fait état de sept cents *think tanks* en contact avec la Commission, dont une centaine basée à Bruxelles, nous avons réduit l'échantillon à une vingtaine d'instituts bénéficiant d'un budget annuel supérieur à 500 000 euros et travaillant sur les politiques publiques européennes⁴.

Cette étude identifie les principaux acteurs de ce paysage, proposant **un aperçu des instituts les plus influents** ainsi que de leurs activités et sources de financements. Concernant le positionnement politique, l'écosystème apparaît **consensuel dans son ensemble sur le**

¹ Abelson D. et Rastrick C. (dir.), *Handbook on Think Tanks in Public Policy*, Cheltenham, Edward Elgar, 2021.

² *Ibid.*

³ Patard M. (2014), *La démocratie entre expertise et influence. Le cas des think tanks français*, Paris, Dalloz.

⁴ https://transparency-register.europa.eu/find-out-more/statistics_en

rapport à l'Union, avec des divergences plus importantes sur les questions de réglementation. On constate néanmoins **l'émergence récente d'un écosystème eurosceptique** de mieux en mieux doté, **financé principalement par le gouvernement hongrois**, et s'inscrivant dans une démarche d'internationalisation du mouvement.

L'analyse granulaire du financement de ces structures révèle le rôle de certaines d'entre elles comme relais d'influence pour leurs mécènes et reflète **les rapports de force entre acteurs cherchant à peser sur la décision européenne**. Si les informations sur les financements restent parcellaires du fait d'une pratique inégale de déclaration de leurs revenus par les *think tanks*, nous proposons ici des estimations prudentes permettant d'identifier les bailleurs les plus actifs.

Outre les institutions européennes elles-mêmes, notre étude montre que **les acteurs américains demeurent les principaux financeurs du marché des idées à Bruxelles**, démontrant l'importance persistante que revêt le marché unique pour les acteurs outre-Atlantique. Quant aux financements chinois, s'ils demeurent modestes en valeur absolue, leur présence dénote **la mise en place d'une stratégie d'influence de Pékin sur ce terrain**.

Parmi les États membres de l'Union européenne, **la France peut compter sur la présence d'un certain nombre de *think tanks* à Bruxelles, mais ne possède pas l'important réseau de fondations politiques et privées dont dispose l'Allemagne**, ainsi que d'autres pays plus habitués à l'interaction entre les pouvoirs publics et la société civile. Son influence dans le débat d'idées européen s'en ressent.

Côté privé, les données font apparaître des secteurs de l'économie particulièrement actifs dans le financement des *think tanks*, au premier rang desquels **les entreprises de la tech, les énergéticiens et les services financiers**, correspondant peu ou prou aux secteurs les plus concernés par les politiques européennes.

L'écosystème de la recherche sur les politiques publiques traverse actuellement **une période de turbulence structurelle**, qui s'explique par un certain nombre de facteurs : la redirection des subventions de la Commission, une politisation de la question du financement de la société civile et le retrait de certains bailleurs privés, dont les fondations américaines historiquement très implantées. Or, le risque est que cette incertitude encourage **l'instrumentalisation de la recherche comme outil d'ingérence**, y compris de la part d'acteurs portant un agenda contraire aux intérêts européens, voire au projet même de l'UE.

Cette fragilisation du paysage et la faiblesse relative de la stratégie française en matière de soutien à la recherche comme vecteur d'influence nous conduisent à formuler **plusieurs recommandations** pour renforcer cette dernière.

1. Une cartographie actualisée des *think tanks* bruxellois

1.1. Les acteurs de l'expertise auprès des institutions européennes

Les *think tanks* intervenant sur les questions européennes à Bruxelles s'inscrivent dans un paysage plus large de production d'expertise sur la législation européenne. Outre les importantes capacités de recherche qui se situent au sein des institutions comme le Joint Research Centre (JRC), qui emploie aux alentours de 2 800 personnes, ou le Service de recherche du Parlement européen (voir Tableau 1), les décideurs européens peuvent s'appuyer sur un ensemble d'acteurs extérieurs dont la vocation est de nourrir le débat et la réflexion au niveau européen⁵. Cette pratique de la délégation de l'expertise peut amener les institutions à s'appuyer sur des acteurs très divers comme des sociétés de conseil privées, des groupes d'intérêt (ou « lobbies »), des ONG ou des *think tanks*.

Ces derniers **s'intègrent donc dans un continuum complexe d'acteurs d'influence**, situés entre la recherche et le plaidoyer. Ces centres de réflexion jouent un rôle singulier dans cet écosystème : n'étant ni des laboratoires universitaires contraints par les exigences de la publication scientifique (même s'ils peuvent être affiliés à des institutions de l'enseignement supérieur), ni des représentants directs d'intérêts, ils sont **particulièrement bien positionnés pour créer le lien entre réflexion et action publique**. Le registre de la transparence qui rend publics tous les interlocuteurs étant en contact avec la Commission comptabilise environ 700 *think tanks* interagissant avec les institutions⁶.

Or, on compte deux sortes de *think tanks* pertinents à l'échelle européenne. La première catégorie concerne les **nombreuses structures situées dans des États membres, ou dans des pays tiers, traitant de questions européennes**. Certains de ces centres sont parmi les plus reconnus sur les sujets communautaires : l'European Council on Foreign Relations (ECFR, basé dans quatre capitales européennes), Clingendael (Pays-Bas), l'Institut Jacques-Delors (Paris, Berlin et Bruxelles), le Peterson Institute for International Economics

⁵ Cette démarche d'ouverture et la sous-traitance est même inscrite dans le fonctionnement législatif puisque la procédure « Better regulation » encadre la consultation des parties prenantes en amont de la production de la loi et impose une pratique d'évaluation *ex ante* et *ex post*.

⁶ Voir le « [Registre de la transparence](#) » de la Commission européenne.

(Washington), la Brookings Institution (Washington), le German Marshall Fund, le Carnegie Endowment for International Peace (Washington, Bruxelles et Berlin), l'EU Tax Observatory (Paris), Think Tank Europa (Copenhague), etc. **Un certain nombre d'entre eux possèdent des antennes à Bruxelles⁷.**

Tableau 1 – Typologie des acteurs de l'expertise à l'échelle de l'UE

Analyse et évaluation des politiques publiques au sein des institutions	Cabinets de conseil, prestataires des institutions	Groupes d'intérêt	Instituts de recherche et <i>think tanks</i>
<ul style="list-style-type: none"> - Joint Research Centre (JRC) de la Commission - Service de recherche du Parlement européen (SPRE) - DG IDEA de la Commission - Cour des comptes de l'UE - Eurostat - European Union Institute for Security Studies (EUISS) - rapports <i>ad hoc</i> (Draghi, Niinistö) 	<ul style="list-style-type: none"> - sociétés internationales, généralistes : Deloitte, PWC, Ernst & Young - sociétés spécialisées : Ecorys, Technopolis, Ramboll 	<ul style="list-style-type: none"> - ONG - représentants d'entreprises (fédérations sectorielles, fédérations nationales) - syndicats - fondations 	<ul style="list-style-type: none"> - centres universitaires - <i>think tanks</i> traitant des questions européennes dans les États membres ou pays tiers - <i>think tanks</i> nationaux d'États membres ou de pays tiers, ayant des antennes à Bruxelles - <i>think tanks</i> basés à Bruxelles, travaillant auprès des institutions européennes

Source : auteur

La deuxième catégorie, et celle dont traite plus particulièrement cette étude, concerne **les quelques dizaines de centres de réflexion basés à Bruxelles** et agissant directement auprès des institutions européennes. Ces institutions ont évolué de manière consubstantielle à l'Union depuis les années 1980, leur positionnement et leurs thématiques reflétant les différentes phases de l'intégration européenne.

⁷ Pour ce qui est des instituts français présents à Bruxelles, on identifie Confrontations Europe, la Fondation Robert-Schuman, l'Institute for Climate Economics (I4CE) et l'IRSEM Europe. Côté allemand, les principales fondations politiques comme la Konrad Adenauer, la Friedrich Ebert, la Friedrich Nauman et la Heinrich Böll possèdent des branches bruxelloises, ainsi que le Centre allemand pour les affaires internationales et de sécurité (SWP).

Ainsi le Centre for European Policy Studies (CEPS), l'un des premiers *think tanks* bruxellois fondé en 1983, a-t-il été créé pour accompagner la consolidation du marché unique sous la Commission Delors. Les structures European Policy Centre (EPC) et, *a fortiori*, Friends of Europe, créées en 1996 et 1999, reflètent davantage l'extension des compétences de l'Union, son élargissement géographique, ainsi que sa politisation. De même, la crise de la zone euro a offert une opportunité à des acteurs plus récents comme l'institut Bruegel – créé en 2005 par les économistes français Jean Pisani-Ferry et Nicolas Véron – de consolider leur réputation et leur réseau au sein des institutions sur les questions de gouvernance macroéconomique⁸.

Désormais, **les *think tanks* basés à Bruxelles couvrent une grande variété de thématiques**, reflétant la diversification des domaines d'intervention de l'UE. La montée en puissance des **sujets climatiques, migratoires et numériques** au cours des années 2010 s'est par exemple traduite par l'émergence de centres spécialisés sur ces questions : l'Institute for European Environmental Policy (IEEP), Europe Jacques Delors (qui se spécialise actuellement dans les océans)⁹, le Centre for Regulation in Europe (CERRE), le Lisbon Council, le Centre for Future Generations, le Migration Policy Institute, etc. Plus récemment, ce sont les **sujets liés à la défense et à la sécurité économique** qui sont devenus plus visibles, témoignant de l'importance croissante de ces thématiques au niveau de l'Union. La création du Brussels Institute for Geopolitics (BIG) par le politiste néerlandais Luuk van Middelaar en 2023 et l'installation d'une antenne de l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM) du ministère français des Armées l'année suivante reflètent cette évolution.

Le type de productions émanant de ces instituts est à l'image de leur caractère hybride : celle-ci va de la publication d'articles proches de la production universitaire et de rapports de fond à l'organisation d'événements, en passant par la production de billets d'opinion et la proposition de *briefings* ou d'ateliers réunissant décideurs politiques, officiels et acteurs de la société civile. Leur capacité à **réunir les acteurs pertinents dans un domaine** (« *convening power* ») reste l'une des principales fonctions de ces structures dans le champ bruxellois, à l'occasion d'événements confidentiels ou de grands rendez-vous comme l'assemblée annuelle de l'institut Bruegel ou le Ideas Lab du CEPS.

⁸ Coman R. (2019), « Why and how do think tanks expand their networks in times of crisis? The case of Bruegel and the Centre for European Policy Studies », *Journal of European Policy*, vol. 26(2), p. 286-301.

⁹ Pons G., Lamy P. et Valverde E. (2024), « [Manifeste pour un Pacte européen pour l'Océan](#) », Europe Jacques Delors, avril.

Le rôle hybride de ces structures se manifeste par la composition des équipes, mélange variable entre profils académiques, anciens des institutions ou du secteur privé, etc. Quel que soit leur profil, les « *think tankers* » ont cependant tous **une vocation informelle d'influence ou de pédagogie** auprès des institutions, des gouvernements nationaux, des médias, des entreprises et de la société civile, allant donc au-delà de la recherche.

1.2. Quelle influence auprès des décideurs ?

L'influence d'un *think tank* se révèle difficile à mesurer. D'abord, **ces instituts ont pour vocation d'influencer différentes cibles** : si le Centre for European Policy Studies (CEPS) ou l'European Policy Centre (EPC) cherchent à être entendus de la Commission, le Brussels Institute for Geopolitics s'oriente, du fait de ses domaines plus régaliens, davantage vers le Conseil de l'Union européenne. De la même manière, les instituts plus explicitement politiques comme le *think tank* eurosceptique MCC Brussels et les fondations des partis – le Wilfried Martens, l'European Liberal Forum et la Foundation for European Progressive Studies (FEPS) – agissent auprès du Parlement européen.

La concrétisation directe d'« idées » provenant de *think tanks* dans des projets de règlements et directives ou dans un amendement du Parlement reste rare. Des entretiens ont permis de relever **des cas clairs d'alignement entre une demande et une offre d'expertise**. L'exemple souvent cité de **l'Union bancaire constitue un cas où il existe un consensus sur le rôle saillant de l'institut Bruegel**, qui, au moment de la crise de la zone euro, a su contribuer de manière concrète au débat sur la réforme de la gouvernance économique européenne¹⁰.

Le degré – très partiellement reflété dans le registre de la transparence – de contact avec les décideurs peut être un indicateur plus mesurable d'influence. **Ces échanges avec la Commission se font parfois au plus haut niveau et de manière institutionnalisée**. Le chef de cabinet de la présidente de la Commission, Björn Seibert, a pu fréquemment rencontrer des membres de *think tanks* au cours de la dernière mandature, les réunissant par exemple en amont des discours sur l'état de l'Union¹¹.

Sur la base de quatre critères – l'importance des budgets, du personnel, du nombre de publications et de la fréquence des contacts déclarés avec la Commission (répertoriée

¹⁰ Véron N. (2024), *Europe's Banking Union at Ten: Unfinished Yet Transformative*, rapport, Bruegel, juillet ; Bruegel (2013), *Review of the Relevance and Impact of the Work of Bruegel 2010-2012*, rapport, octobre.

¹¹ IDEA (s.d.), « Call for Expression of Interest Fellowship Program on China. IDEA/AD/2023/FELLOW », Inspire, Debate, Engage and Accelerate Action.

par le registre de la transparence) –, nous avons développé un « **indice d'influence** » des ***think tanks* bruxellois** (voir Tableau 2). Celui-ci reste un outil indicatif et imparfait, mais il permet de produire une hiérarchisation qui fait apparaître des acteurs dominants, **confirmant au passage la place du trio de *think tanks* historiques : Bruegel, CEPS et EPC**. L'indice se fonde sur un « rang moyen » agrégeant le classement de chaque *think tank* selon les quatre critères évoqués¹².

Malgré ses limites, **ce classement permet de mettre en évidence des acteurs moins connus comme le Centre for Future Generations**, récemment implanté à Bruxelles et bénéficiant d'un important financement philanthropique. Par ailleurs, il **relativise le poids d'acteurs comme MCC Brussels qui, malgré son budget conséquent (troisième en importance) provenant du gouvernement hongrois, publie peu et n'interagit pas avec les institutions européennes** en dehors des partis eurosceptiques. Son principal défaut est qu'il sous-estime l'influence de certains acteurs opérant dans une « niche » thématique, comme le centre Europe Jacques Delors, rare institut travaillant sur les questions océaniques très impliqué dans la construction du futur projet de loi sur les océans¹³.

Tableau 2 – Classement des *think tanks* en fonction de leur « indice d'influence »

Rang	<i>Think tank</i>	Rang budget	Rang effectifs	Rang contacts Commission	Rang publications	Rang moyen
1	Bruegel	1	2	1	4	2.00
2	Centre for European Policy Studies (CEPS)	4	1	3	3	2.75
3	European Policy Centre (EPC)	5	5	2	1	3.25
4	Friends of Europe	8	7	6	5	6.50
5	Centre for Future Generations	6	5	10	12	8.25
6	Egmont	14	8	6	6	8.50
6 (ex aequo)	Institute for European Environmental Policy	11	3	12	8	8.50
7	Centre for European Reform	15	14	3	7	9.75

¹² Ces critères fondés sur des données en sources ouvertes mériteraient d'être complétés par d'autres éléments : le nombre de contacts avec d'autres institutions (Parlement, représentations permanentes, etc.), ainsi que le nombre de mentions dans les médias que certaines structures comptabilisent dans leur rapport.

¹³ Pons G., Lamy P. et Valverde E. (2024), « [Manifeste pour un Pacte européen pour l'Océan](#) », *op. cit.*

Point de vue – Entre influences étrangères et percée eurosceptique.
Les *think tanks* à Bruxelles, nouveau champ de bataille des idées en Europe

Rang	Think tank	Rang budget	Rang effectifs	Rang contacts Commission	Rang publications	Rang moyen
8	Foundation for European Progressive Studies (FEPS)	7	9	14	11	10.25
9	Re-Imagine Europa	16	11	6	—	11.00
10	RAND Europe	13	16	17	1	11.75
11	Wilfried Martens Centre	2	10	22	17	12.75
12	Lisbon Council	9	3	22	22	14.00
13	European Liberal Forum	10	12	22	13	14.25
14	Centre for Regulation in Europe (CERRE)	12	18	12	18	15.00
15	MCC Brussels	3	18	22	19	15.50
16	Trans-European Policy Studies Association (TEPSA)	22	16	17	8	15.75
16 (ex aequo)	European Centre for International Political Economy (ECIPE)	21	14	14	14	15.75
17	European Roundtable on Climate Change and Sustainable Transition (ERCST)	17	12	19	15	15.75
18	Migration Policy Institute Europe	18	20	10	—	16.00

Notes :

- le classement final a été réalisé en développant un « rang moyen » sur la base d'une moyenne du rang de chaque think tank selon chacun des quatre critères (budget, effectifs, contacts avec la Commission et nombre de publications) ;
- concernant les effectifs, un choix a été fait, dans la mesure du possible et en fonction des données accessibles, de privilégier le personnel salarié (administratif et recherche) et de ne pas inclure les experts associés à l'institut mais salariés par d'autres structures. Quant aux publications, là aussi un choix a été fait de prendre en compte les publications de tous genres (rapports longs, billets de blogs, tribunes), même si cela ne prend pas en compte la qualité, la nature et donc la portée de la publication. Cela introduit évidemment une grande variabilité, selon les critères retenus, limitant à nouveau la portée de l'exercice.

Sources : le registre de la transparence de la Commission qui indique le nombre de contacts déclarés entre les think tanks et la Commission européenne pour l'année 2025 ; les rapports d'activité des instituts pour obtenir les informations financières pour l'année 2024 (les informations pour 2025 n'étant pas encore disponibles dans tous les cas) et le site des instituts pour obtenir les informations sur les effectifs et le nombre de publications au cours de l'année 2025

1.3. Un positionnement idéologique globalement homogène

S'il est évident dans le cas de certains instituts, en particulier les fondations associées aux partis politiques européens (Wilfried Martens, FEPS, European Liberal Forum), **le positionnement politique des *think tanks* se prête peu à l'objectivation**, d'autant que les chercheurs individuels possèdent souvent un important degré d'indépendance intellectuelle et politique. Sur la base des publications, des événements et des profils des chercheurs présents dans l'écosystème, **celui-ci paraît, dans son ensemble, relativement homogène sur le plan idéologique, avec, sans surprise, une adhésion importante à des politiques encourageant une plus grande intégration européenne.**

Pour introduire une dose d'objectivité à ce constat, nous avons procédé à une évaluation des positionnements de ces instituts sur certaines mesures clés, par le biais de leurs publications. Sur un sujet révélateur comme le **projet d'un marché commun de la défense** qui implique un transfert de compétences au niveau européen, plus de la moitié des instituts compris dans notre échantillon s'exprimant sur le sujet se positionnent de manière très favorable à l'idée, avec seulement deux instituts sur les quinze exprimant des avis contraires ou sceptiques, alors que le projet reste très débattu au niveau des États membres¹⁴. De la même manière, la moitié des *think tanks* se positionnent comme très favorables à **une augmentation du montant du prochain Cadre financier pluriannuel**, le budget de l'Union pour l'exercice 2028-2034, contre un quart qui expriment une forme d'opposition. **Le degré d'adhésion au rapport Draghi sur la compétitivité de l'Europe**¹⁵ est encore plus évident, avec un quasi-consensus sur les principales recommandations de l'ancien Premier ministre italien, bien qu'avec des interprétations parfois très variables.

La question du positionnement **ne peut à ce sujet être dissociée de l'enjeu du financement** (voir *infra*). Les institutions européennes constituant l'une des principales sources de

¹⁴ Voir *Financial Times* (2025), « Europe's "single market for defence", with Jeromin Zettelmeyer », article du 21 juillet ; Whitman R.G. (2025), « Why Europe needs a common market for defence », European Policy Centre, article du 27 mars ; de Cordoue B. (2026), « For its defence, Europe needs an armament single market », Institut Jacques-Delors, article du 23 janvier ; Sapir A., Kirkegaard J.F. et Zettelmeyer J. (2025), *Geopolitical Shifts and their Economic Impacts on Europe: Short-term Risks, Medium-term Scenarios and Policy Choices*, Bruegel, rapport, septembre ; Doré A. (2024), « Towards a European Single Defence Market? », *Future Europe Journal*, vol. 5(2), juillet ; Merritt G. (2025), « The EU's defence drive lacks a plan and a political mandate », Friends of Europe, article du 30 septembre. Sur le besoin d'une dissuasion nucléaire commune, voir Vicente A. (2024), « Why Europe needs a nuclear deterrent: A critical appraisal », Wilfried Martens Centre for European Studies, research paper, octobre.

¹⁵ Draghi M. (2024), *The Future of European Competitiveness. A Competitiveness Strategie for Europe*, septembre.

financement des *think tanks*, que ce soit par des financements pour la société civile comme les bourses de la Commission ou des projets de recherche, cela pourrait expliquer le caractère relativement pro-européen de l'ensemble de ces structures. En outre, **la présence historique de fondations à l'engagement plutôt « progressiste »** – Bill & Melinda Gates Foundation, Open Society Foundations (le réseau de fonds créé par George Soros), European Climate Foundation – pourrait avoir eu tendance à orienter la réflexion produite à Bruxelles dans une **direction pro-européenne, favorable à l'action climatique, éloignée de thèses conservatrices, mais marquées par un certain atlantisme**¹⁶.

Des clivages plus importants apparaissent toutefois sur certains autres **sujets, qui concernent notamment l'ampleur de l'intervention réglementaire** des pouvoirs publics européens (normes environnementales et numériques) et les mesures orientées vers la souveraineté industrielle (préférence européenne, protections commerciales)¹⁷. Cela se traduit par exemple par les positions au sujet de l'agenda de simplification normative mis en œuvre par la Commission depuis 2024, où seuls quelques *think tanks* s'exprimant sur le sujet se disent fermement contre **le premier paquet Omnibus** sur la finance verte, tandis qu'une autre minorité y est favorable, les autres restant plus nuancés. Une répartition comparable des opinions apparaît sur la question de la réglementation des services numériques¹⁸.

On peut estimer également que **les instituts épousent des positionnements plus ou moins « libéraux » ou « souverainistes » sur le rapport au commerce extérieur** : là où le *think tank* European Centre for International Political Economy (ECIPE) s'oppose à toute intervention

¹⁶ À noter que la causalité est, dans ce cas, très indirecte et complexe : les chercheurs individuels et *think tanks* se tournent souvent par eux-mêmes vers les fondations pour financer des projets librement choisis. C'est donc par une disponibilité plus grande de subventions pour certains types de projets et l'effet agrégé de ce phénomène que l'on peut évoquer une forme de biais privilégiant certains angles et thématiques.

¹⁷ Voir, à ce titre, les travaux de Laurent Warlouzet, où les trois différentes visions pour la construction européenne se trouvent plus ou moins représentées au sein de l'écosystème intellectuel, encore aujourd'hui : il oppose les visions « libérale », « mercantiliste » et « sociale », où la première a pris l'ascendant face aux deux autres : Warlouzet L. (2018), *Governing Europe in a Globalizing World: Neoliberalism and its Alternatives following the 1973 Oil Crisis*, Londres, Routledge ; Warlouzet L. (2022), *Europe contre Europe. Entre liberté, solidarité et puissance*, Paris, CNRS Éditions.

¹⁸ Voir Mariniello M. (2025), « [The European Commission's Digital Omnibus could increase risks, not growth](#) », Bruegel, article du 13 novembre ; Martens B. (2025), « [The European Union needs more than the digital omnibus to make digital services competitive](#) », Bruegel, *Analysis*, n° 38/2025, décembre ; TEPSA (2025), « [Simplification of EU legislation: A complex matter](#) », Trans-European Policy Studies Association, article du 18 décembre ; Lausberg P. (2026), *GLOBSEC Competitiveness Tracker. Tracking Progress in the EU's Simplification Effort*, GLOBSEC, février ; Schnurr D. (2025), « [The digital omnibus: Positive steps, but unclear strategy](#) », Center on Regulation in Europe, novembre.

visant à protéger des filières industrielles, on identifie des chercheurs à EPC¹⁹, au Centre for European Reform²⁰ ou au Brussels Institute for Geopolitics défendant des interventions plus volontaristes des autorités européennes, lesquelles se sont cristallisées autour du projet d'Industrial Accelerator Act de la Commission visant à introduire des exigences de contenu local dans la production industrielle européenne²¹. Au sein de l'institut Bruegel²², on identifie une voie médiane, avec une opposition exprimée au principe de « préférence européenne²³ » mais un appel à identifier de nouveaux leviers commerciaux²⁴.

1.4. L'empreinte croissante de l'euroscepticisme à Bruxelles

Si la sphère bruxelloise restait jusqu'à récemment relativement consensuelle, on note depuis peu **la montée en puissance d'un écosystème d'expertise alternatif, plus proche des positions eurosceptiques et conservatrices** de partis situés en dehors du « cordon sanitaire » politique, comme les Patriotes pour l'Europe et les Conservateurs et réformistes européens. Longtemps, la **Tax Foundation et l'Alliance for Defending Freedom**, financées par des entreprises américaines et certaines fortunes associées au conservatisme religieux outre-Atlantique, faisaient office de principaux relais d'influence réellement conservateurs au sein de la société civile à Bruxelles, **situation qui a récemment évolué à la faveur d'un important investissement hongrois.**

Les acteurs hongrois jouent en effet pour l'instant le rôle de principal animateur de cette sphère, par le biais de l'ouverture en 2023 d'une **antenne bruxelloise du Mathias Corvinus Collegium (MCC)**, un réseau d'instituts culturels et éducatifs financé par une fondation détenant des parts dans la principale entreprise pétrolière hongroise, MOL. Du fait de son financement à hauteur de 6 millions d'euros annuels, MCC Brussels se hisse au rang de **troisième think tank le mieux doté de Bruxelles**, ce qui lui donne d'emblée un poids non négligeable au sein de l'écosystème. Bien qu'il soit entièrement subventionné

¹⁹ Šipka S. (2026), « [Industrial Accelerator Act – worthy of its name?](#) », European Policy Centre, article du 4 mars.

²⁰ Voir Green J. et Tordoir S. (2026), « [Europe's door to Chinese tech investment is still ajar](#) », Centre for European Reform, mars.

²¹ Commission européenne (2026), « [Proposal for a regulation the European Parliament and of the Council establishing a framework of measures for the acceleration of industrial capacity and decarbonisation in strategic sectors and amending Regulation \(EU\) 2018/1724, \(EU\) 2024/1735 and \(EU\) 2024/3110](#) », 4 mars.

²² García-Herrero A. (2026), « [Europe needs a broader trade-defence toolkit against a mounting China shock](#) », Bruegel, article du 9 février.

²³ García Bercero I., Collin A.M., McWilliams B., Poitiers N. et Tagliapietra S. (2026), « ["Made with Europe" not "Made in Europe" should guide EU industrial policy](#) », Bruegel, article du 10 février.

²⁴ Tordoir S., Guttenberg L. et Redeker N. (2026), « [Europe is chasing the wrong fix for its growth crisis](#) », Centre for European Reform, février.

par un acteur proche du gouvernement hongrois, cet institut compte une équipe diverse au point de vue des nationalités, avec une forte présence britannique et allemande (20 %, respectivement)²⁵.

Sur la base des publications, il semblerait que l'expertise de MCC Brussels porte avant tout sur **des questions liées à la liberté d'expression, à la réglementation des plateformes, au financement des ONG par la Commission et aux médias** – un accent récent a été placé sur le Democracy Shield²⁶ et ce qui est qualifié « d'interférence de la Commission » dans les élections hongroises²⁷ – plus que sur les sujets législatifs habituellement analysés par les *think tanks* bruxellois²⁸. À l'instar d'autres structures plus établies comme Friends of Europe, sa valeur ajoutée se manifeste davantage par l'organisation d'événements à forte visibilité²⁹. Une analyse des parcours des effectifs et des types de publication du *think tank* confirme **la présence de la dimension directement militante** de l'institut, avec un faible nombre de chercheurs affichant un parcours académique ou professionnel en lien direct avec les affaires européennes.

MCC Brussels participe plus généralement d'une **volonté de créer un écosystème intégré permettant la publication et la circulation d'idées alternatives, plus critiques des institutions européennes**. Ainsi les experts de MCC sont-ils souvent sollicités par le média d'opinion *The European Conservative*, lui aussi en majorité financé par l'État hongrois, ainsi que par d'autres sites d'information comme le *Brussels Signal*. L'institut s'inscrit dans un réseau de plus en plus dense de *think tanks* conservateurs à travers le continent.

La **dépendance quasi intégrale de cet écosystème au financement lié au gouvernement hongrois** pose de nombreuses questions, dont celle de l'indépendance de la recherche, mais également celle de **sa pérennité**. On peut en effet s'interroger sur le sort de structures comme MCC Brussels avec l'avènement d'une nouvelle majorité politique à Budapest, qui a affiché son intention de réduire le financement des structures associées au gouvernement précédent. Compte tenu de l'alignement du *think tank* avec certaines positions de l'administration américaine actuelle, la possibilité d'un financement de substitution provenant de Washington se pose.

²⁵ Voir la page « [Our team](#) » de MCC Brussels.

²⁶ Lewis N. (2025), *A Shield Against Democracy: How the Democracy Shield Protects the EU From the Electorat*, MCC Brussels, novembre.

²⁷ The European Conservative (2026), « [MCC Brussels Launches Observatory To Expose EU Election Meddling](#) », article du 11 février.

²⁸ Lewis N. (2025), *A Shield Against Democracy*, op. cit.

²⁹ Comme un colloque organisé en décembre 2025 réunissant environ 500 personnes, intitulée « La bataille pour l'âme de l'Europe ».

2. Le financement des *think tanks* : un facteur structurant et révélateur des luttes d'influence

2.1. Le financement, un enjeu clé

Bien qu'il n'y ait pas de causalité stricte entre financement et activité de recherche menée au sein de ces instituts, **le financement pourrait avoir un effet de cadrage**, en introduisant, de manière agrégée, des biais ou des focales dans la recherche produite si une gouvernance adéquate pour garantir l'indépendance du *think tank* n'est pas mise en place. Il ne s'agit pas de remettre en cause l'indépendance des chercheurs individuels, mais plutôt de comprendre **l'effet structurel du financement de la recherche**.

Si les institutions européennes constituent une source importante de financement pour la recherche, il apparaît très clairement qu'**une majorité de celui-ci ne provient pas des institutions communautaires (hors partis européens)**, mais d'acteurs nationaux, philanthropiques ou du secteur privé. La possibilité pour des acteurs gouvernementaux ou privés d'investir dans les *think tanks* avec une exigence relativement limitée de transparence fait de ces structures **des vecteurs potentiellement intéressants d'influence**. Être mécène offre des avantages (qui sont très variables selon les *think tanks*) : dans certains cas, cela peut donner un accès privilégié aux ressources en matière de recherche, comme une mise à disposition des chercheurs, ou parfois plus simplement une visibilité accrue lors des événements organisés par la structure.

Pour la plupart enregistrés dans le droit belge sous le statut d'associations internationales sans but lucratif (AISBL), les *think tanks* sont encouragés à pratiquer un certain degré de transparence quant à l'origine de leurs financements, mais **celle-ci varie grandement en fonction des structures**. Si certains instituts tels que Bruegel vont jusqu'à indiquer l'identité et le montant versé par chaque mécène dans leur rapport annuel³⁰, d'autres préfèrent donner des informations plus vagues, s'apparentant parfois à de véritables « boîtes noires ».

Par définition, cela signifie qu'il est presque impossible d'obtenir, en sources ouvertes, des données exhaustives sur l'ensemble des acteurs qui investissent dans la recherche privée à Bruxelles, ni de faire un classement définitif des plus grands bailleurs. L'information à disposition permet toutefois **une vision globale des modes de financement des *think tanks* les plus influents et un aperçu des ordres de grandeur relatifs des contributions de différents bailleurs**.

³⁰ Voir Bruegel (2025), *Annual Report 2024*, mai.

2.2. Une grande diversité de sources et de modèles de financement

Sur la base d'une analyse détaillée des rapports d'activité, on peut distinguer **les six sources** suivantes :

1. le financement provenant des **institutions européennes** : financements du programme de l'UE Citizens, Equality, Rights and Values (CERV) destinés à la société civile, financements pluriannuels pour la recherche de type Horizons (programme cadre de la recherche de l'UE), commandes ponctuelles ;
2. les contributions de **gouvernements d'États membres** ;
3. les contributions de **gouvernements de pays tiers** ;
4. les contributions **d'entreprises privées** ;
5. les **fondations et dotations privées** (Bill & Melinda Gates Foundation, fondations Soros, Bertelsmann Stiftung, Mercator Stiftung, Fondation du Roi Baudouin, etc.) ;
6. les **partis politiques européens et fondations qui leur sont associées** (principalement allemandes : Konrad Adenauer, Friedrich Naumann, Heinrich Böll, etc.).

En analysant de manière plus précise le « mix » de financement communiqué, **trois modèles se dégagent** (voir Graphique 1). Le premier, que représentent notamment l'European Policy Centre (5,7 millions par an) et le Centre for European Policy Studies (6,2 millions par an), est fortement dépendant des financements institutionnels européens, souvent **fléchés** vers des projets particuliers.

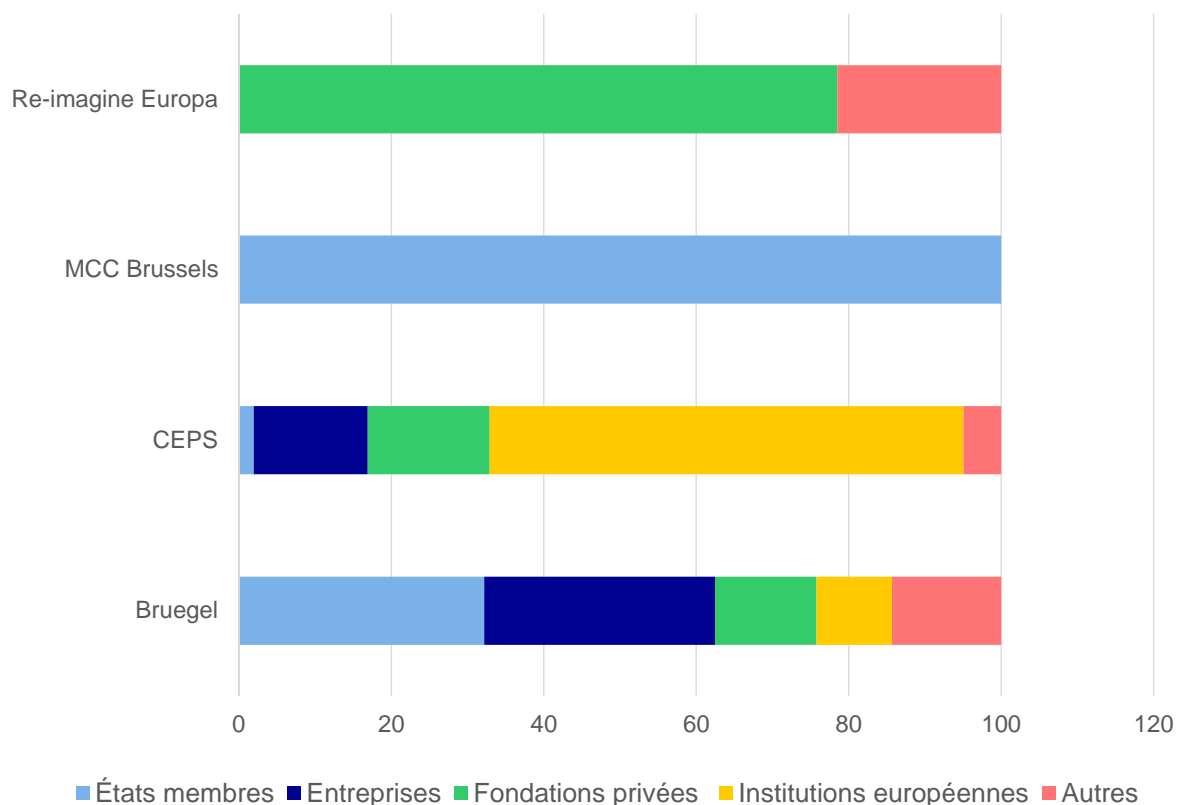
Par contraste, l'institut Bruegel (7,8 millions par an) a fait le pari d'un modèle fondé principalement sur les **contributions régulières et non fléchées de ses membres**, avec un tarif fixe pour différents types de membres (gouvernements, entreprises, institutions). L'institut a fait **le choix délibéré d'être beaucoup moins dépendant de financements de l'Union européenne et de diversifier au maximum ses mécènes** afin d'assurer son indépendance en limitant la part du financement et donc l'influence potentielle de chaque membre, un modèle qu'ont cherché à imiter un certain nombre d'autres centres comme le Brussels Institute for Geopolitics (BIG) ou le Centre on Regulation in Europe (CERRE). Les contributions des membres de Bruegel représentent 70 % de son budget, tandis que de nombreux autres *think tanks* procèdent en majorité par projets ponctuels.

Le troisième modèle est celui du centre **dépendant en grande majorité d'un seul bailleur**. Les *think tanks* Re-Imagine Europa ou Centre for Future Generations sont principalement alimentés par une ou deux fondations (Bill & Melinda Gates Foundation pour le premier, deux fondations néerlandaises pour le second). De la même manière, le *think tank* MCC

Brussels est intégralement subventionné par l'État hongrois, et l'European Centre for International Political Economy (ECIPE) fonctionne principalement sur des fonds publics et privés provenant de Suède.

Du point de vue de la qualité et de l'indépendance de la recherche, **un financement non fléché, diversifié et/ou pluriannuel est généralement considéré comme le plus à même de permettre une recherche de qualité et dénuée de biais**. Au contraire, des financements provenant d'une unique source ou un besoin trop régulier de les renouveler augmentent les chances de faire de cette dépendance un levier d'influence et accroissent la fragilité des activités (voir *infra*).

Graphique 1 – Exemples de modèles de financement des *think tanks*, par catégorie de bailleurs (sur la base des financements pour l'année 2024)



Sources : estimations produites sur la base de rapports d'activité publiés par les think tanks et des informations accessibles dans le registre de la transparence de la Commission européenne

Tableau 3 – Classement des *think tanks* par degré de diversité de financements

Rang	Think tanks	Nombre de bailleurs	Nombre de types de bailleurs	Score de diversité
1	Bruegel	60	5	1
2	European Policy Centre (EPC)	31	5	0,754
3	Centre for European Policy Studies (CEPS)	42	4	0,722
4	Friends of Europe	26	5	0,712
5	European Roundtable on Climate Change and Sustainable Transition (ERCST)	23	5	0,687
6	Institute for European Environmental Policy (IEEP)	16	5	0,627
7	RAND Europe	11	5	0,585
8	Centre for Regulation in Europe (CERRE)	29	3	0,488
9	Wilfried Martens Centre	8	3	0,31
10	Brussels Institute for Geopolitics (BIG)	6	3	0,293
11	Lisbon Council	8	2	0,185
12	Migration Policy Institute	3	2	0,142
13	European Centre for International Political Economy (ECIPE)	2	2	0,134
14	Re-Imagine Europa	1	2	0,125
15	Europe Jacques Delors	6	1	0,043
16	Centre for Future Generations	3	1	0,017
17	Trans-European Policy Studies Association (TEPSA)	2	1	0,009
18	MCC Brussels	1	1	0
	European Liberal Forum	1	1	0
	Foundation for European Progressive Studies (FEPS)	1	1	0

Note : un score entre 0 et 1 a été élaboré pour les deux critères de diversité, permettant de classer les *think tanks* en fonction du nombre total de bailleurs et du nombre de types de sources. Un score moyen a ensuite été développé afin d'obtenir un indicateur composite intégrant ces deux critères à parts égales afin de réaliser un classement des instituts.

Sources : rapports d'activité publiés par les *think tanks* et informations accessibles sur le registre de la transparence de la Commission européenne

Afin d'évaluer plus spécifiquement le degré de diversification des financements des *think tanks*, **un score de diversification a été développé** permettant de classer les *think tanks* de notre échantillon selon ce critère (voir Tableau 3)³¹. Cet indicateur intègre à la fois la diversité totale des sources et le nombre de types de bailleurs (États membres, États non membres, entreprises, fondations, institutions européennes, partis politiques). Cette approche permet d'identifier les organisations les plus diversifiées tout en évitant de surévaluer celles reposant sur un grand nombre de financeurs appartenant à une même catégorie. Ce classement met à nouveau en avant **l'avantage dont disposent trois *think tanks* (Bruegel, CEPS, EPC) du fait de leur visibilité**, ce qui peut témoigner également de l'important coût d'entrée pour des nouveaux instituts cherchant à diversifier leurs financements.

2.3. Le financement, révélateur des luttes d'influence à Bruxelles

Lorsqu'on analyse et agrège les données de financement en accès libre, certains mécènes apparaissent prédominants, **à travers une estimation de l'ordre de grandeur relatif de leurs contributions**. Notre travail se fonde sur **un échantillon de vingt-et-un instituts dont les budgets dépassent 500 000 euros annuel**, et dont les déclarations financières permettent d'identifier les principaux bailleurs sans pour autant pouvoir quantifier dans chaque cas les montants exacts³². Il est important de préciser que nos calculs permettent d'établir **des « estimations planchers »** sur la base de contributions individuelles confirmées, qui sont **loin de représenter l'intégralité des financements**. Les montants réels sont donc potentiellement bien plus élevés.

³¹ Ces estimations ont été faites sur la base des données en source ouverte, issues des rapports d'activité publiés par les *think tanks* et les informations accessibles sur le registre de la transparence. Ces indicateurs ne reflètent pas des données qui seraient absentes de telles déclarations.

³² Les *think tanks* sélectionnés dans l'échantillon sont les suivants : Institut Bruegel, Wilfried Martens Centre, MCC Brussels, Centre for European Policy Analysis, European Policy Centre, Centre for Future Generations, Centre for Regulation in Europe, Friends of Europe, Lisbon Council, Institute for European Environmental Policy Studies, RAND Europe, European Roundtable on Climate Change and Sustainable Transition, Migration Policy Institute, Observatoire social européen, Brussels Institute for Geopolitics, European Centre for International Political Economy, Europe Jacques Delors, European Liberal Forum, Trans European Policy Studies Association, Re-Imagine Europa et Foundation for European Progressive Studies. Le choix des *think tanks* s'est fait de la manière suivante : leur présence dans le registre de la transparence ; sur la base d'un seuil quantitatif (des instituts bénéficiant d'un budget supérieur à 500 000 euros annuels) ; sur la base d'une évaluation qualitative (permettant de distinguer les centres de recherche véritables d'instituts agissant au nom d'intérêts privés). Certains acteurs analysés en première partie de l'étude n'ont pas été inclus car leur financement est soit trop opaque, soit ne se prête pas à une analyse de leurs bailleurs (l'Institut Egmont est un centre influent, mais intégralement financé par les acteurs publics belges).

Les acteurs américains, principaux bailleurs du marché européen des idées

Le poids financier des acteurs issus des États-Unis sur la place bruxelloise est frappant. Une enquête du média d'investigation *Follow the Money*, seule étude publique récente sur le sujet, chiffrait à plus de 100 millions d'euros l'investissement d'acteurs américains dans les *think tanks* à Bruxelles³³, **soit un tiers du financement total de l'écosystème**, les plaçant loin devant les acteurs issus de pays membres de l'UE. Cette prépondérance tient incontestablement à **l'importance que représente encore le marché unique pour les acteurs économiques américains**, mais aussi de manière plus générale à **l'importance de la société civile dans la structuration des liens transatlantiques** depuis de nombreuses décennies³⁴.

Mais ce chiffre impressionnant s'explique en grande partie par **des *think tanks* entièrement américains, très bien dotés, ayant une présence à Bruxelles** (Carnegie, German Marshall Fund, Tax Foundation) ou investissant dans les relations à Bruxelles sans pour autant avoir de présence permanente (Atlantic Council, World Resources Institute). Cette puissance est liée à **l'importance historique et structurelle des *think tanks* dans le système américain**, lesquels ne font pas partie de notre échantillon³⁵. Par ailleurs, ces structures ont jusqu'à présent joué un rôle important dans la **proximité entre les écosystèmes d'expertise bruxellois et washingtonien**, comme en témoigne par exemple la forte proximité entre l'institut Bruegel et le Peterson Institute for International Economics.

Néanmoins, même sans prendre en compte les acteurs 100 % américains et en considérant le financement de *think tanks* traitant avant tout de sujets européens, les financements d'origine américaine, **à plus de 4 millions par an**, apparaissent tout de même comme dominants – selon nos estimations planchers bien plus prudentes fondées sur les données financières de 21 *think tanks* pour l'année 2024 –, **soit au moins quatre fois plus que les financements d'origine française** (voir *infra*).

³³ *Follow The Money* (2025), « U.S. donors bankroll Europe's policy idea through think tanks », article du 23 octobre.

³⁴ Rastrick C. J. (2018), *Think Tanks in the US and EU. The Role of Policy Institutes in Washington and Brussels*, Londres, Routledge.

³⁵ Blum J. (2025), « Les *think tanks* américains sous Trump 2. Le "blob" en péril ? », *Notes de l'Ifri – Potomac Paper*, n° 51, juin.

Ces investissements proviennent en particulier des **grandes fondations philanthropiques et entreprises américaines**. Pour ce qui est des **fondations**, ce sont des structures à tendance principalement progressiste sur les sujets climatiques et sociaux qui l'emportaient jusqu'à présent dans le paysage bruxellois. Les organismes liés aux milliardaires Bill Gates (Breakthrough Energy ; Bill & Melinda Gates Foundation) et le réseau des Open Society Foundations (OSF) de la famille Soros sortent particulièrement du lot.

On note toutefois **un reflux de certains investissements philanthropiques, annonçant une restructuration plus générale du financement de la société civile internationale** : les investissements d'OSF consacrés à la zone Europe et à l'Asie centrale, passant par exemple de 209 millions de dollars à 83 millions de dollars entre 2022 et 2024, ou la fin des activités pro-technologies vertes de Gates Ventures avec la fermeture du bureau européen de Breakthrough Energy en 2025³⁶. Malgré son caractère européen, l'European Climate Foundation (ECF) dépend en grande partie de financements d'origine américaine (fondations Rockefeller, Grantham, Bloomberg, Hewlett, Sequoia, etc.), dont les engagements sur le front climatique sont désormais plus incertains. Ces évolutions sont susceptibles d'avoir un impact durable sur le financement de la recherche sur les politiques publiques à Bruxelles, avec un reflux des acteurs traditionnels de la philanthropie progressiste. Celui-ci est en partie attribuable au désengagement des financements américains, en particulier dans le cadre du programme USAID, obligeant les fondations à réorienter certains fonds³⁷.

Une présence française importante, mais moins systématique que celle de nos voisins

Les acteurs français affichent **une présence non négligeable**, avec un minimum de 500 000 euros investis dans la vingtaine de *think tanks* les plus visibles, d'après les sources ouvertes dont une partie significative destinée à l'Institut Bruegel. Les principales sources de financement françaises sont **l'État**, par le biais du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, du Trésor ou d'autres opérateurs publics (Banque de France, Caisse des Dépôts), et les **entreprises, en particulier les énergéticiens** (Engie, EDF, Total).

Un constat récurrent des acteurs interrogés, toutefois, est que Paris investit moins le secteur par rapport à d'autres États membres au vu de son poids dans l'Union. Si les

³⁶ <https://www.opensocietyfoundations.org/who-we-are/financials>

³⁷ Le programme United States Agency for International Development (USAID) était la principale agence américaine d'aide au développement. Créé en 1961 sous la présidence de John F. Kennedy, il a été dissout par l'administration actuelle en 2025.

contributions directes provenant du gouvernement fédéral allemand ne sont pas plus élevées, de ce que l'on peut constater en sources ouvertes, la présence plus importante de l'Allemagne tient avant tout à l'importance des fondations à la fois privées (Fondations Robert Bosch, Bertelsmann, Mercator) et politiques, liées aux partis (Konrad Adenauer, Heinrich Böll, Friedrich Naumann, Friedrich Ebert), des acteurs structurants dans la vie politique intérieure allemande pouvant également jouer le rôle de relais auprès des acteurs bruxellois. De nombreuses productions ont déjà pointé l'important atout que constitue son réseau de fondations à la fois pour la vie démocratique de l'Allemagne et pour son influence, un constat qui demeure d'actualité³⁸. On relève également la présence non négligeable des Pays-Bas – également grâce à certaines fondations importantes – de la Belgique et de la Suède. Cette dernière finance particulièrement un institut, l'European Centre for International Political Economy (ECIPE), aux vues très prononcées en faveur de la déréglementation et du libre-échange.

L'influence du secteur privé : la tech et l'énergie dominant

Même sans accès exhaustif aux données, il apparaît une **prédominance nette des acteurs américains de la tech** dans le domaine du financement de la recherche à Bruxelles. Selon nos estimations sur le financement de la vingtaine de *think tanks* dotés d'un budget de plus de 500 000 euros, **Google apparaît comme le principal bailleur privé**, avec des contributions totales annuelles tournant autour du million d'euros, donc un financement **au moins aussi important que celui de tous les acteurs français combinés**. Selon les mêmes sources, Apple, Meta, Microsoft et Amazon sont également en bonne position. De manière cumulée, et à nouveau selon des estimations particulièrement prudentes qui constituent **un plancher**, les dix principales entreprises américaines du secteur **investissent au moins deux fois plus que l'ensemble des acteurs français (publics et privés)**. Cette présence massive et durable des **GAFAM s'explique aisément par l'importance qu'ils accordent aux décisions relatives à la réglementation du numérique prises à Bruxelles** (Digital Services Act, Digital Markets Act, Omnibus numérique, Digital Fairness Act, Cloud and AI Development Act, AI Act).

Ce constat d'une prédominance de la tech est cohérent avec les conclusions d'enquêtes récentes sur **l'importance du lobbying du secteur à Bruxelles, qui s'est amplifiée au cours des deux dernières années** (atteignant 151 millions d'euros annuels)³⁹ : des analyses de

³⁸ Oudin J. (1997), *Les fondations démocratiques à vocation politique en France*, rapport au Premier ministre.

³⁹ Pollet M. (2025), « Big Tech ups lobbying firepower, €€ in Brussels », Politico, article du 25 octobre.

Corporate Europe Observatory et de LobbyControl indiquent que les dix entreprises de la tech les plus actives dépensent davantage que les trente entreprises les plus actives dans les autres principaux secteurs représentés (pharmacie, finance et automobile).

Outre la tech, **les secteurs de l'énergie (EDF, ENI, Shell, Exxon, Repsol), pharmaceutique (Johnson & Johnson, Janssen, Pfizer) et financier (BlackRock, Mastercard, Moody's, Société Générale) se distinguent**, reflétant les principales compétences des institutions de l'UE. L'investissement de ces acteurs apparaît en effet proportionnel à l'importance de la norme européenne pour leur activité. Contrairement aux États-Unis, où le secteur de la défense est l'un des plus grands bailleurs du milieu de la recherche stratégique, ces acteurs économiques sont peu présents à Bruxelles, reflétant l'absence quasi totale de compétence communautaire en la matière⁴⁰.

La réorientation des financements par les institutions européennes et ses conséquences pour l'écosystème

Outre les financements « Horizons », destinés avant tout à la recherche fondamentale et fonctionnant par projets pluriannuels, le **programme Citizens, Equality, Rights and Values (CERV) destiné à la société civile au sens large**, placé sous la direction de la DG JUST de la Commission européenne, représentait jusqu'à récemment une importante source de financement pour les *think tanks*. Le montant total des subventions se situe à 279 millions d'euros en 2026 et à 299 millions d'euros pour 2027, dont la majeure partie est destinée à des associations et ONG⁴¹.

Si le programme CERV est un pilier historique du financement de nombreux centres, comme l'Institut Jacques-Delors ou l'European Policy Centre (EPC), sa fonction n'est pas à proprement parler de financer la recherche mais plutôt de « **protéger et promouvoir les valeurs et droits fondamentaux de l'UE** », tels que définis dans le Traité de l'Union européenne (promotion de la démocratie, droits de l'homme, minorités, etc.)⁴². Or, ces financements connaissent actuellement une pression double, avec d'importantes implications pour les *think tanks* et la recherche.

⁴⁰ Freeman B. et Cleveland-Stout N. (2025), « [Big Ideas and Big Money: Think tank funding in America](#) », *Quincy Brief*, n° 68, janvier.

⁴¹ Voir le [document](#) concernant le programme de travail du CERV pour les années 2026 et 2027.

⁴² Commission européenne (s.d.), « [Citizens, Equality, Rights and Values programme overview](#) ».

La principale pression provient du retrait des financements américains – dans le cadre du programme USAID notamment et du retrait des fondations philanthropiques (voir *supra*) – **qui provoque une réaction en chaîne dans le mode de financement de la société civile à l'échelle mondiale, dont les *think tanks* européens sont les victimes collatérales.** De nombreux acteurs du monde des *think tanks* interrogés confirment que des organismes précédemment financés par l'État américain – notamment par le biais du programme USAID (40 milliards de dollars par an) – se sont tournés vers la Commission pour l'année fiscale 2025-2026, créant une concurrence accrue avec les bénéficiaires existants pour leurs financements européens.

En conséquence, certains *think tanks* historiquement dépendants de financements CERV se trouvent privés d'une source essentielle de financement : l'European Policy Centre, dépendant à 5 % de ces fonds, ou l'Institut Jacques Delors, *think tank* financé à 17 % par CERV, et principal centre français consacré à l'UE.

Plus généralement, **les principes d'octroi des subventions aux *think tanks* ont récemment fait l'objet d'un certain nombre de critiques** provenant des partis identifiés à la droite de l'échiquier, allant du Parti populaire européen aux Patriots for Europe. Un « groupe de surveillance » a été établi au Parlement européen par des eurodéputés issus des partis conservateurs, avec l'objectif revendiqué d'imposer à la Commission davantage de transparence à l'octroi des fonds et de limiter la dimension idéologique des subventions⁴³. Si cette campagne revêt une dimension partisane, la demande de transparence a été appuyée par des recommandations de la Cour des comptes européenne⁴⁴.

2.4. Une fragilisation du modèle de financement et un risque d'ingérence accru ?

On constate que plusieurs facteurs risquent de fragiliser le travail des *think tanks* bruxellois à moyen terme, reflétant à de nombreux égards **les difficultés que traverse la société civile internationale** de manière plus large. En plus de l'habituelle difficulté à convaincre des bailleurs privés à investir dans l'écosystème, le retrait de certains financements

⁴³ Valet C., Walravens E. et Winkel J. (2025), « Les ONG dans le collimateur de la droite », *Le Soir*, article du 9 décembre.

⁴⁴ Guillot L. (2025), « Brussels must overhaul "opaque" funding of NGOs, say auditors », *Politico*, article du 8 avril ; Cour des comptes européenne (2025), *Transparency of EU Funding Granted to NGOs. Despite Progress, the Overview Is Still Not Reliable*, rapport, novembre.

américains traditionnels et la réallocation des bourses CERV contribuent à rendre le paysage plus instable.

L'un des effets de bord est que cette fragilisation offre une opportunité pour les acteurs souhaitant influencer les politiques publiques européennes, y compris des acteurs aux intentions plus équivoques. Certains signaux faibles indiquent que **des acteurs non européens pourraient se positionner davantage** sur ce « marché de l'influence ».

Les indications récentes selon lesquelles **le gouvernement américain**, dont les positions antagonistes à l'UE sont explicites, pourrait financer des *think tanks* européens alignés sur ses positions annoncent cette évolution⁴⁵. On peut imaginer que le rôle du Département d'État américain comme bailleur potentiel pour l'écosystème eurosceptique nouvellement créé pourrait devenir essentiel en cas d'affaiblissement des financements hongrois provoqués par un changement de gouvernement. Pour l'instant, on constate surtout **l'alignement entre l'agenda économique de certains grands acteurs américains de la tech et celui, mû également par l'idéologie, du gouvernement américain contre les réglementations du numérique** (DSA, DMA, RGDP).

Pour sa part, **la Chine finance certains instituts**, à un niveau relativement modeste mais déjà non négligeable : comme le montrent les rapports d'activité des instituts concernés, disponibles dans le domaine public, la mission de la Chine auprès de l'UE accorde des financements à hauteur de plusieurs dizaines de milliers d'euros à certains instituts tandis que **les entreprises Huawei ou Shein** financent à des montants comparables certains *think tanks* traitant du numérique (Bruegel, CERRE, EPC et Lisbon Council)⁴⁶. Comme l'ont souligné les études à ce sujet, la société civile constitue l'un des vecteurs privilégiés de l'influence étrangère, dont la Chine n'a certainement pas le monopole⁴⁷. Elle en a, toutefois, les moyens et, de plus en plus, la volonté.

⁴⁵ *Financial Times* (2026), « [US government to fund Maga-aligned think-tanks and charities in Europe](#) », article du 6 février.

⁴⁶ Voir Union européenne (s.d.), « [Registre de transparences – Données relatives à l'organisation](#) ». Ces données sont accessibles dans les rapports d'activité de ces *think tanks* de l'année 2024, bien que leurs montants ne soient pas toujours rendus publics.

⁴⁷ Voir notamment Charon P. et Jeangène Vilmer J.-B. (2021), *Les opérations d'influence chinoises. Un moment machiavélien*, IRSEM, octobre.

Conclusion et recommandations

Depuis de nombreuses années, le milieu des *think tanks* à Bruxelles agit comme **un miroir des dynamiques qui agitent la sphère européenne**. Du fait de leur caractère hybride, situées entre l'expertise et la décision, ces structures sont particulièrement sensibles au contexte politique. En retour, elles contribuent à structurer le débat public européen et les représentations qui irriguent la décision.

Notre analyse montre combien cet écosystème reflète les évolutions que traverse l'Union : diversification des thématiques abordées (climat, défense, géopolitique, intelligence artificielle), investissement soutenu des GAFAM, émergence d'acteurs eurosceptiques, présence discrète mais croissante d'acteurs chinois, et retrait de fondations progressistes américaines. Ces tendances traduisent à la fois une recomposition des rapports de force et une fragilisation de certains modèles économiques fondés sur des financements cycliques ou fléchés, ouvrant mécaniquement davantage d'espace à des stratégies d'influence, voire de captation.

Le retrait récent de fonds provenant de la Commission accentue cette fragilité, avec des conséquences importantes pour la qualité de la recherche. Dans ce contexte, les acteurs français, publics et privés, gagneraient à **s'emparer de manière plus volontaire et stratégique de l'enjeu des *think tanks***, en particulier si ceux-ci font l'objet d'un investissement accru provenant d'acteurs eurosceptiques ou hostiles aux intérêts européens. Les investissements provenant du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères avec un pilotage stratégique par le Centre d'analyse, de prévision et de stratégie (CAPS), l'ouverture d'antennes bruxelloises de l'IRSEM et du Haut-commissariat à la Stratégie et au Plan, ainsi que la présence d'agents chargés de l'interface avec les *think tanks* au sein des ambassades ou de la Représentation permanente de la France auprès de l'UE signalent **une prise de conscience sur l'enjeu de l'influence**. Néanmoins, la France pourrait bénéficier d'un renforcement de son approche en poursuivant plusieurs pistes d'action ne nécessitant pas nécessairement des dépenses supplémentaires.

• **RECOMMANDATION n°1 – S'appuyer davantage sur la ressource que sont les *think tanks* à la fois français et internationaux pour la décision.** Sur le modèle de ce que font de nombreux pays et les institutions européennes, l'administration française pourrait proposer davantage de voies de recrutement pour des chercheurs français ou européens issus des centres de recherche. Dans une logique d'expérimentation, les ministères concernés pourraient **proposer des « programmes de chercheurs invités » à durée déterminée**, comme le fait actuellement la Commission, au sein des

administrations en fonction de besoins urgents en compétences (géo-économie, commerce, défense, spécialisations régionales, technologies avancées, etc.).

● **RECOMMANDATION n° 2 – Construire une approche plus stratégique du financement public des *think tanks* à la fois française et européenne avec les pouvoirs publics.** L'élaboration de cette nouvelle stratégie d'influence européenne par les *think tanks* devrait être précédée d'**une mission d'audit approfondie du financement des instituts en France**, afin de mieux cartographier des soutiens publics aujourd'hui dispersés, d'en évaluer la cohérence avec les priorités de l'État, d'identifier les éventuelles redondances ou angles morts. Une telle démarche permettrait en outre de favoriser à la fois une meilleure rationalisation des dépenses publiques et une plus grande transparence dans l'allocation des financements. À terme, la réorientation qui en découlerait doit permettre de faire émerger des acteurs de taille critique en France capables d'être les relais de l'influence française en Europe, y compris à Bruxelles.

● **RECOMMANDATION n° 3 – Encourager une plus forte transparence des *think tanks* bruxellois sur l'origine de leurs financements.** Si certains instituts, comme Bruegel, publient annuellement un rapport d'activité listant non seulement l'intégralité des bailleurs mais aussi le montant du financement accordé, c'est loin d'être le cas de l'ensemble des acteurs, dont certains publient seulement l'identité des contributeurs sans indiquer les montants accordés, ou ne communiquent pas. Si le degré de transparence dépend de la loi belge encadrant les AISBL, **la France pourrait d'ores et déjà porter cette exigence avec d'autres pays auprès des autorités belges ou européennes.**

● **RECOMMANDATION n° 4 – Favoriser l'émergence de fondations politiques nationales plus puissantes afin de constituer un réservoir d'expertise et une courroie de transmission entre la recherche et la décision.** Cette piste d'action propose en somme de suivre l'exemple des fondations politiques allemandes, qui servent également de piliers de l'influence à l'étranger, y compris à Bruxelles. Dans ce cadre, une mise à jour de la législation encadrant le financement des partis politiques contenant un fléchage obligatoire d'une partie de ces fonds vers la recherche pourrait être envisagée⁴⁸. Une autre piste consisterait à orienter une partie du budget de la formation des élus vers

⁴⁸ Un projet de loi (« **Fondations** ») porté par le sénateur Jacques Oudin en 1996 proposait de confier le rôle de la répartition des fonds finançant les fondations politiques à l'administration de l'Assemblée nationale plutôt qu'à Matignon.

les fondations politiques, du fait de leur rôle d'éclaireurs du débat public et de producteurs d'idées⁴⁹.

● **RECOMMANDATION n° 5 – Renforcer la vigilance et la capacité d'influence françaises quant aux décisions de la Commission relatives au financement de la société civile européenne.** En effet, certains acteurs français de la recherche se trouvent particulièrement affectés par la réorientation de financements CERV (voir *supra*). En tant que contributrice nette, la France pourrait mettre la question du financement de ces structures à l'agenda des négociations dans le cadre du prochain Cadre financier pluriannuel⁵⁰. Il pourrait être proposé de constituer une enveloppe consacrée aux *think tanks* traitant des questions européennes du fait de leur rôle clé, tout en évitant les risques de confusion avec le financement des ONG. Dans le même temps, la France pourrait engager avec la Commission et d'autres pays **une réflexion pour réformer la législation encadrant le financement de certains acteurs publics ou privés non européens**, afin de réduire les risques d'ingérence.

● **RECOMMANDATION n° 6 – Inciter les entreprises françaises, en particulier dans le domaine du numérique, à investir davantage dans les *think tanks* au niveau européen, compte tenu de l'importance des décisions européennes dans le domaine.** L'État, par le biais du ministère chargé du numérique par exemple, pourrait être à l'origine d'une « **coalition pour la recherche sur la souveraineté numérique** » visant à contrebalancer l'investissement massif des acteurs américains de la tech au niveau européen et à **diversifier les sources de financement** de centres de recherche travaillant sur les questions numériques.

● **RECOMMANDATION n° 7 – Encourager le développement d'une expertise davantage orientée vers les acteurs du Conseil de l'Union européenne.** En effet, ce dernier reste peu doté en matière de recherche par rapport à la Commission ou au Parlement. Certains financements français déjà accordés à des *think tanks* bruxellois pourraient être réorientés en ce sens.

⁴⁹ Le Pendeven B. et Brookes K. (2014), *L'État innovant (1). Renforcer les think tanks*, étude, avril.

⁵⁰ Le rapport Saint-Geours, publié il y a près d'une décennie, appelait déjà l'État à « aider, sur des projets précis, les *think tanks* à accroître leur présence à Bruxelles » ainsi qu'à « peser à Bruxelles pour que des financements spécifiques (...) soient prévus pour les *think tanks* dans les programmes européens ». Voir Saint-Geours Y. (2016), *Rapport sur les think tanks français. Mission d'information et de recommandations*, rapport définitif, septembre.

● **RECOMMANDATION n° 8 – Doubler la stratégie de mobilité des fonctionnaires français au sein des institutions européennes d’une stratégie vis-à-vis des acteurs de la recherche sur des questions d’intérêt pour la France.** Cela pourrait se traduire par la mise en œuvre de programmes d’accueil similaires à ceux ayant été mis en œuvre entre certains ministères – en particulier le ministère de l’Europe et des Affaires étrangères et le ministère des Armées – avec des *think tanks* étrangers, permettant à des agents de séjourner pendant plusieurs mois au sein d’un centre de recherche. Un dispositif comparable pourrait être envisagé entre des ministères et agences compétents, comme le ministère de l’Économie et des Finances, l’Insee ou le ministère de la Transition écologique, et des instituts bruxellois sur des thématiques où la France possède un savoir-faire technique singulier qui justifierait un tel échange (défense, nucléaire, numérique, etc.).